



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WDP FRANCE (ex DESCAMPS)

7 RUE JADE
36250 Saint-Maur

Références : 0212-2026
Code AIOT : 0007003164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement WDP FRANCE (ex DESCAMPS) implanté RUE DES FRERES LUMIERES ZI du bois rigault 62880 Vendin-le-Vieil. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WDP FRANCE (ex DESCAMPS)
- RUE DES FRERES LUMIERES ZI du bois rigault 62880 Vendin-le-Vieil
- Code AIOT : 0007003164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 17/03/2017, la société WDP FRANCE succédait à la société DESCAMPS en tant qu'exploitant du site de VENDIN-LE-VIEIL. La société WDP FRANCE était déjà propriétaire du site. La société DESCAMPS avait été autorisée au titre de la rubrique 1510 de nomenclature des ICPE à exploiter un entrepôt de stockage.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
7	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
9	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
10	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
11	Protection contre la	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	foudre		
12	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des points à améliorer sur les dispositifs de protection contre la foudre, notamment l'absence d'analyse du risque foudre et d'étude technique foudre, appelant à la réalisation de ces études, à la mise à jour des documents et à la remise en conformité des installations si nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, document à tenir à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications
Constats : L'exploitant indique ne pas disposer de l'analyse du risque foudre ni de l'étude technique foudre. Une protection contre la foudre a été installée antérieurement à 2005, toutefois aucun document d'analyse en lien avec ces dispositifs n'a pu être présenté. En revanche, l'exploitant tient à disposition un carnet de bord renseigné et à jour. La notice de vérification et de maintenance est basée sur le rapport de vérification initiale réalisé en 2006. Des vérifications sont réalisées annuellement depuis 2006.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser, par un organisme compétent, une analyse du risque foudre ainsi qu'une étude technique foudre ainsi que de mettre à jour, la notice de vérification et de maintenance et le carnet de bord sur la base de ces nouvelles études.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre
Prescription contrôlée : Une analyse de risque foudre et de l'étude technique doit être réalisée par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant indique ne pas disposer de l'analyse du risque foudre ni de l'étude technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser, par un organisme compétent, une analyse du risque foudre ainsi qu'une étude technique foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : L'exploitant indique ne pas disposer de l'analyse du risque foudre ni de l'étude technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser, par un organisme compétent, une analyse du risque foudre ainsi qu'une étude technique de ce risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord
Prescription contrôlée :

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique
Constats : Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Toutefois, celui-ci n'est pas établi sur la base d'une étude technique foudre, cette dernière n'ayant pas pu être présentée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le carnet de bord sur la base de l'étude technique foudre à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de vérification
Prescription contrôlée : Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection
Constats : Une notice de vérification et de maintenance existe, basée sur la vérification initiale de 2005. Cependant, cette notice n'est pas issue d'une étude technique foudre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à mettre à jour la notice de vérification et de maintenance sur la base de l'étude technique foudre à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Installation
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent
Constats : Sur le site, cinq paratonnerres ont été installés avec liaison à la terre. L'exploitant ne dispose

toutefois d'aucun document relatif à l'installation de ces dispositifs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de faire installer, si nécessaire, par un organisme compétent, les dispositifs de protection définis dans l'étude technique foudre qui sera prochainement réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification complète après installation
Prescription contrôlée :
L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation
Constats :
L'exploitant ne dispose d'aucun document relatif à l'installation des dispositifs de protection contre la foudre. En revanche, une vérification initiale de ces dispositifs a été réalisée en 2006.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification visuelle périodique
Prescription contrôlée :
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent
Constats :
Une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre est réalisée par la société Telcomtec annuellement. La dernière vérification a été effectuée à la fin de l'année 2025 et a été intégrée au carnet de bord.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification complète périodique
Prescription contrôlée :

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent
Constats : Une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre est réalisée par la société Telcomtec annuellement. La dernière vérification a été effectuée à la fin de l'année 2025 et a été intégrée au carnet de bord.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification normalisée
Prescription contrôlée : La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.
Constats : Les vérifications des dispositifs de protection contre la foudre sont réalisées conformément à la norme NF C 17-102.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, remise en état
Prescription contrôlée : Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : La dernière vérification a mis en évidence des non-conformités pour lesquelles la remise en état était en cours au moment de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la preuve de levée des réserves une fois les travaux de remise en conformité achevés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, agression de la foudre
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
Constats : La société VINCI réalise des rondes au moins mensuelles au cours desquelles les compteurs de foudre sont vérifiés. Ces contrôles sont consignés dans le carnet de bord. Lors de l'inspection, quatre des cinq compteurs ont été consultés, tous indiquant zéro coup de foudre enregistré.
Type de suites proposées : Sans suite